Siècles

20 (2004)
Représentations de l'Autre et relations internationales France-Espagne, XIXe-XXe siècles

Jean-Philippe Luis

La France admirée, rejetée et redoutée : la perception de l'Autre dans la diplomatie espagnole des années 1830

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Jean-Philippe Luis, « La France admirée, rejetée et redoutée : la perception de l'Autre dans la diplomatie espagnole des années 1830 », *Siècles* [En ligne], 20 | 2004, mis en ligne le 03 octobre 2014, consulté le 15 janvier 2015. URL : http://siecles.revues.org/2292

Éditeur : Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"
http://siecles.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://siecles.revues.org/2292
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
Tous droits réservés

Jean-Philippe LUIS
CHEC, Université Blaise-Pascal

LA FRANCE ADMIRÉE, REJETÉE ET REDOUTÉE : LA PERCEPTION DE L'AUTRE DANS LA DIPLOMATIE ESPAGNOLE DES ANNÉES 1830

La dépendance de l'Espagne des années 1830

La faiblesse de tous les gouvernements espagnols des années 1830, qu'ils soient absolutistes ou libéraux, les rendait très sensibles à l'influence des deux grandes puissances européennes d'alors, la France et la Grande-Bretagne. Ces dernières, voisines directes ou indirectes de l'Espagne (*via* Gibraltar et le Portugal), étaient tantôt redoutées, tantôt appelées à intervenir dans les conflits internes à la péninsule ibérique. De ce fait, la politique extérieure de l'Espagne était étroitement et quasi exclusivement liée à des enjeux de politique intérieure.

L'expédition des Cent mille fils de Saint Louis en 1823 puis la présence de troupes françaises sur le sol espagnol pendant cinq ans font de la France jusqu'en 1830 un bouclier protégeant le pouvoir absolu restauré de Ferdinand VII[1]. La révolution de Juillet 1830, l'avènement d'un régime libéral et un engagement très volontariste au début de la guerre carliste permettent à la Grande-Bretagne de retrouver toute son influence en Espagne. Ses objectifs principaux, outre bien sûr d'éviter la

1. Rafael SÁNCHEZ MANTERO, *Los cien Mil Hijos de San Luis y las relaciones franco-española*, Séville, 1981. Gonzalo BUTRÓN PRIDA, *La ocupación francesa de España (1823-1828)*, Cadix, 1996.

contre-révolution dans la Péninsule, sont toutefois plus limités que ceux de la France : il s'agit d'obtenir des avantages commerciaux et d'éviter que Paris, qui contrôle depuis peu la côte algérienne, ne développe une politique méditerranéenne offensive en exerçant aussi une domination sur l'Espagne. De son côté, la diplomatie française, tout en prenant après la mort de Ferdinand VII le parti de la régente Marie-Christine contre le prétendant Don Carlos, s'avère très hésitante et timorée. Elle est à la remorque de la Grande-Bretagne dans le traité de la Quadruple-Alliance du 22 avril 1834 qui concrétise le soutien à Marie-Christine. Par la suite, les initiatives de Thiers à la Chambre ou au gouvernement (1835) infléchissent peu la ligne diplomatique française qui reste globalement sur les positions d'un roi souhaitant s'engager le moins possible en Espagne. Les appels répétés des gouvernements espagnols pour l'octroi d'une aide financière, l'envoi d'armes, ou même en 1835 de troupes dans le nord du pays alors que la situation semble désespérée, restent globalement sans réponse clairement positive. Après les événements révolutionnaires de La Granja, en 1836, Louis-Philippe semble même envisager la viabilité d'une solution de conciliation entre Don Carlos et les partisans de la reine Isabelle.

De son côté, le gouvernement espagnol a besoin dès le déclenchement de la guerre carliste, à la fin de l'année 1833, du soutien franco-britannique car les autres grandes puissances européennes (Russie, Autriche et Prusse), tout comme les monarchies bourboniennes de Naples et de Piémont-Sardaigne, ne reconnaissent pas les droits d'Isabelle à succéder à son père. Ce soutien indispensable a aussi des raisons financières. L'État espagnol est fortement endetté, parfois même en situation de banqueroute pure et simple. Dans ces conditions, tous les gouvernements des années 1820 et 1830 sont à la recherche d'argent frais qu'ils trouvent, souvent au prix de grandes difficultés, sur les places de Paris ou de Londres.

Les années 1830 voient donc une nouvelle phase de la compétition qui oppose la France et la Grande-Bretagne dans la domination de l'Espagne depuis la Guerre d'Indépendance. Toutefois, sa position géographique, l'intensité et l'ancienneté des liens humains et commerciaux, le poids des antécédents historiques depuis le Pacte de famille, font de la France l'interlocuteur le plus incontournable de la

diplomatie espagnole. Malgré l'existence de très bonnes synthèses sur la politique extérieure espagnole sous le règne d'Isabelle II[2], les travaux sur les années 1830 sont rares, et plus rares encore les solides monographies[3]. Mon propos ne prétend pas ici ouvrir ce grand chantier, mais tente de montrer, à partir de la correspondance diplomatique, le rôle qu'ont pu jouer dans la diplomatie espagnole les images et stéréotypes sur la France de 1830 à 1839, c'est-à-dire à un moment où le rapport de force entre les deux pays change peu, mais où les contextes politiques se modifient. Dans une telle situation, il est plus facile d'extraire ce qui est du domaine du conjoncturel que ce qui relève des perceptions et des identités, qui sont à inertie plus grande malgré leur caractère dynamique et interactionnel[4].

Le poids de la France donne à l'ambassade d'Espagne à Paris un rôle de premier plan. L'analyse de la correspondance diplomatique entre le gouvernement et l'ambassadeur met en lumière deux préoccupations exclusives : les interventions directes ou potentielles de la France en Espagne et la question des emprunts. À la recherche des images et stéréotypes que cette correspondance révèle, j'ai privilégié trois moments différents des années 1830.

Le premier se situe en février 1830, au travers d'un long rapport réalisé par le comte d'Ofalia, ambassadeur à Paris, sur la situation de la France en février 1830. Ce rapport constitue la réponse à la demande inquiète d'informations formulée le 25 janvier 1830 par le ministre d'État, González Salmón, « sur la difficile situation de la France et les risques pour l'Espagne et l'Europe »[5]. Ferdinand VII suivait alors avec angoisse toute agitation révolutionnaire en France dans la crainte d'une contagion. Le deuxième moment correspond à la première année du régime libéral (avril 1834-mars 1835), à partir des rapports que le nouvel ambassadeur, le duc de Frías, envoie de Paris au président du Conseil,

2. María Victoria López-Cordón, « La política exterior » dans José María Jover Zamora (dir.), *La era isabelina y el sexenio democrático (1834-1874)*, *Historia de España de Menéndez Pidal*, t. XXXIV, Madrid, 1983, p. 821-899. Juan Bautista Vilar, *Las relaciones internacionales en la España contemporánea*, Madrid-Murcie, 1989. José María Jover Zamora, « Carácteres de la política exterior de España en el siglo XIX » dans *España en la política internacional. Siglos XVIII-XX*, Madrid, 1999, p. 111-172. Juan Carlos Pereira (dir.), *La política exterior de España (1800-2003)*, Barcelone, 2003.

3. José Ramón Urquijo Goitia, *Relaciones entre España y Nápoles durante la primera guerra carlista*, Madrid, 1998. Pour les années 1820, outre les titres déjà mentionnés, Ulrike Schmieder, *Prusia y el congreso de Verona : estudio acerca de la política de la Santa Alianza en la cuestión española*, Madrid, 1998.

4. Je renvoie à l'introduction méthodologique de ce volume.

5. Pour toutes les citations, traductions de J.-P. Luis. Ce long rapport de 28 pages a été présenté récemment par Rafael Sánchez Mantero, « La Francia de la Restauración a través de los informes del conde de Ofalia » dans Gonzalo Butrón Prida, Alberto Ramos Santana (dir.), *Intervención exterior y crisis del antiguo régimen en España*, Huelva, 2000, p. 329-340. Cet auteur utilise un exemplaire conservé à l'*Archivo Histórico Nacional* (Estado, liasse 6891), celui que j'ai utilisé se trouve à l'*Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores* (AMAE), correspondencia con legaciones y embajadas, Paris, liasse 1493.

Martínez de la Rosa[6]. L'Espagne recherche alors la reconnaissance internationale pour sa nouvelle forme institutionnelle, le Statut Royal, adopté en avril 1834, ainsi qu'une aide financière dans sa lutte entamée depuis plusieurs mois contre la rébellion carliste. Le dernier moment est celui de la fin de la guerre carliste, sous le gouvernement du comte d'Ofalia (décembre 1837-septembre 1838), la victoire sur les carlistes n'étant alors pas encore acquise. La situation était plutôt marquée par l'enlisement et l'épuisement des deux belligérants ainsi que par la faillite des finances de l'État. Les sources sont ici constituées par les lettres personnelles et non par le courrier diplomatique officiel[7], que le comte d'Ofalia envoie à son ami le marquis d'Espeja, nouvel ambassadeur à Paris, dans lesquelles il mêle les considérations sur son expérience politique et les instructions sur la conduite à mener dans le dialogue avec les autorités françaises. Ces sources sont complétées par les célèbres Mémoires du marquis de Miraflores, et par les documents qu'il y a reproduits, en particulier un mémorandum sur la France rédigé par Manuel Marliani, en février 1839, à destination de la diplomatie prussienne[8].

La diplomatie est aussi affaire d'individus, de tempéraments, de rapports humains et d'instrumentalisation de ces rapports. De ce fait, on sent fort bien que le lien à la France n'est pas le même chez chacun des diplomates. Néanmoins, à l'exception du marquis d'Espeja, tous ont une expérience de la France forgée dans la carrière diplomatique, dans l'exil politique ou, pour les plus âgés, dans la résistance durant la Guerre d'Indépendance. Ofalia, déjà âgé de 55 ans en 1830, avait commencé sa carrière dans la diplomatie sous le règne de Charles IV. Il avait ensuite combiné carrière politique (secrétaire d'État de *Gracia y Justicia* en 1823-1824, ministre du *Fomento* en 1832 puis président du Conseil du 16 décembre 1837 au 5 septembre 1838) et diplomatique avec en particulier cette ambassade d'Espagne à Paris de 1828 à 1832[9]. Un peu plus jeune (né en 1785), le duc de Frías est beaucoup plus critique qu'Ofalia à l'égard de la France. Il avait été ambassadeur à Londres en 1820, puis s'était exilé en France de 1824 à 1828, avant de revenir à la diplomatie en 1834, nommé à Paris par Martínez de la Rosa[10]. Le marquis de Miraflores, un des hommes politiques majeurs du règne d'Isabelle II représente ceux qui entrèrent dans

6. AMAE, correspondencia, Paris, liasse 1493. Toutes les lettres évoquées par la suite sans précision de source sont issues de cette liasse.

7. Leur intérêt est très grand car Ofalia mêle les considérations personnelles à des instructions sur la ligne diplomatique à suivre. Marqués DEL SALTILLO, « Cartas del conde de Ofalia al marqués de Espeja, ministro en Francia (1838) », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. CXII, 1943, p. 67-115.

8. Marqués DE MIRAFLORES, *Memorias del reinado de Isabel II*, I, Biblioteca de Autores Españoles, 172, Madrid, 1964. Le mémorandum, p. 141-143.

9. Didier OZANAM, *Les Diplomates espagnols du XVIII^e siècle*, Madrid, 1998, p. 254-255.

10. Alberto Gil NOVALES, *Diccionario biográfico del Trienio Liberal*, Madrid, 1991.

l'âge adulte avec la Guerre d'Indépendance. Né en 1792, il connut aussi l'exil outre-Pyrénées en 1824 et fut ambassadeur à Londres en 1834 puis à Paris à partir d'octobre 1838[11].

Les images de la France des années 1830

Tous les auteurs donnent une image contrastée de la France, quel que soit le degré de sympathie ou d'hostilité qu'ils expriment à son égard. Les raisons qui font de la France une grande puissance sont les seuls éléments présentés de manière positive par les diplomates. La puissance démographique et la vitalité économique représentent le premier objet d'admiration : « La France dispose d'une prospérité interne et d'une puissance financière immense », elle est « une nation active, entreprenante, composée de 30 millions d'âmes sur une superficie proportionnellement peu étendue »[12], « sa merveilleuse industrie, son agriculture étendue [...], le caractère travailleur et entreprenant de ses habitants » en font « une puissance de premier ordre »[13]. L'admiration se porte aussi sur l'organisation administrative et le fonctionnement de l'État : « son administration départementale, la levée de ses impôts et sa comptabilité publique parfaite », « la France éclairée, industrieuse, riche et parfaitement administrée, prospère »[14]. Vanter l'organisation administrative du pays conduisait même le comte d'Ofalia ou le duc de Frías à tenir des propos assez nuancés sur Bonaparte : « le rétablissement du culte catholique, l'acceptation du retour des royalistes émigrés et le bon accueil qui leur fut fait, la régularité et l'ordre qu'il introduisit dans l'administration de l'État lui ont attiré de nombreuses sympathies et ont conduit de nombreux partis à accepter son gouvernement »[15].

Les images positives ne dominent cependant pas. Le discours des diplomates est profondément marqué par la méfiance, voire l'hostilité à l'égard de la France. Ces sentiments s'articulent d'abord sur des clichés sur l'esprit français, qui sont les seuls véritables stéréotypes que l'on puisse rencontrer. « Les Français, jamais avares de paroles », sont « belliqueux »[16], et « le caractère variable et changeant de cette nation »[17]

11. *Ibid.*
12. Mémoire du comte d'Ofalia, 20 février 1830, p. 15 et 25.
13. Lettre du duc de Frías, 17 avril 1834.
14. *Ibid.*, lettres du 7 décembre 1834 et du 17 avril 1834.
15. Mémoire du comte d'Ofalia, 20 février 1830, p. 3. L'expérience napoléonienne commence à cette période à être perçue de manière plus nuancée dans les milieux libéraux conservateurs. Jean-Philippe Luis, « L'influence du modèle napoléonien en Espagne (1814-1845) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, avril-juin 2004, p. 199-219.

conduit à « la démagogie ». « Je crains tout du caractère de ses habitants — écrit le duc de Frías — qui peuvent pervertir la monarchie tempérée et représentative comme ils ont perverti la sévérité des vertus républicaines par l'anarchie et la noble profession des armes par le pillage et le saccage »[18]. Ce caractère français serait responsable en partie des bouleversements politiques depuis 1789. Tout pouvoir en France est perçu par les diplomates comme instable, menacé par les risques révolutionnaires, d'autant plus que « chaque jour, la vieille génération éduquée sous le système de l'ancienne monarchie disparaît », au profit « de la jeunesse qui naquit et fut éduquée sous la révolution avec des idées et des principes neufs ». À ceci s'ajoutent « la liberté de la presse, qui sème tous les jours des principes subversifs et anarchiques, et l'inamovibilité des juges parmi lesquels on compte de nombreux partisans des nouvelles doctrines »[19]. Ce constat fait pendant la crise institutionnelle de la fin du règne de Charles X est repris quatre ans plus tard par un duc de Frías impressionné par les émeutes et la violence politico-sociale qui ont secoué quelques grandes villes françaises en avril 1834. Voyant là des ferments de guerre civile, il finit par écrire : « la France est pire que nous »[20].

L'image positive de la France, puissance économique et démographique, devient négative quand, combinée au supposé caractère des Français, elle apparaît comme un voisin dangereux et de surcroît condescendant. Les diplomates espagnols sont persuadés que la France est toujours prête à l'envahir ou à rechercher les moyens d'une domination. Dans ses Mémoires, Miraflores justifie la signature du traité de la Quadruple-Alliance qu'il a négocié par sa certitude que la France profiterait de la guerre civile espagnole pour intervenir, comme elle l'avait fait depuis Louis XIV à chaque occasion qui se présentait[21]. L'idée est courante en Europe car l'argument est employé en 1839 par Marliani quand il s'adresse à la Prusse : il faut aider l'Espagne de la régente Marie-Christine pour éviter une domination française[22]. L'argument porte d'autant plus à ce moment-là que Chateaubriand vient de publier les souvenirs de son action comme ministre des Affaires étrangères lors de l'invasion de 1823[23]. Marliani y fait explicitement référence en rappelant à ses interlocuteurs prussiens l'aveu de Chateaubriand : la restauration de Ferdinand VII en 1823 et

16. Lettre du duc de Frías, 13 mars 1835, p. 4 et du 17 avril 1834, p. 3.

17. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 6.

18. Lettre du 13 mars 1835, p. 12.

19. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 6.

20. Lettre du 17 avril 1834, p. 9.

21. Miraflores, *Memorias [...], op. cit.*, p. 45.

22. *Ibid.*, p. 142.

23. Chateaubriand, *Congrès de Vérone, Guerre d'Espagne, Négociations, Colonies espagnoles*, Paris, 1838.

l'écrasement de la révolution n'étaient qu'un prétexte utilisé auprès de la Sainte Alliance. Le but véritable était le rétablissement de la domination française en Espagne[24]. Quelques mois plus tôt, un Ofalia désespéré par la précarité du gouvernement espagnol écrivait à son ami ambassadeur d'Espagne à Paris : « Nous avons besoin de tout [...], la seule chose que nous ne pouvons accepter est la tendance à un protectorat avec toutes les conséquences qu'il pourrait avoir dans nos affaires intérieures »[25]. Le jeu de la circulation des images est dans ce domaine particulièrement intéressant car certains diplomates français semblaient penser que les Espagnols souhaitaient une intervention française. En 1836, Boislecomte, alors ambassadeur de France à Madrid, justifiait cette volonté d'intervention par l'habitude que les Espagnols auraient acquise de voir la France intervenir[26]. Cette condescendance de certains milieux dirigeants français peut prendre une couleur paternaliste chez les élites hispanophiles, condescendance qui irrite prodigieusement les Espagnols. Lors d'un dîner chez le comte de Rigny, en avril 1834, un des convives, député favorable au duc Decazes[27], lança au duc de Frías : « Je veux faire le bien de l'Espagne ». Ce dernier lui répondit : « pour l'amour de Dieu, laissez-nous le faire nous-mêmes », pour rajouter dans le rapport qu'il envoya à son ministre : « si je répondis cela c'est parce que rien ne nous offense plus que la volonté des Français de nous faire du bien, car ils ne nous ont toujours fait et ne nous feront jamais que du mal »[28].

Les diplomates espagnols supportent d'autant moins cette suffisance française qu'ils estiment que les Français connaissent mal l'Espagne. Le constat est patent au printemps 1834, lors de l'élaboration du Statut Royal. Le duc de Frías déplore d'entendre les autorités françaises assimiler les partisans d'Isabelle II à des révolutionnaires. Les Français semblent prisonniers des stéréotypes récurrents anciens, ceux fort connus de la « légende noire » (un pays arriéré, fanatisé par un clergé ignorant...)[29] ou nouveaux (le poids des militaires révolutionnaires sur le modèle romantique de Riego ou de Torrijos). De ce fait, la monarchie de Juillet qui, menacée alors par le mouvement républicain, tente d'asseoir sa légitimité sur la défense de l'ordre, refuse d'aider les généraux espagnols qui défendent la régence de Marie-Christine. Frías s'évertue alors à

24. Miraflores, *Memorias [...], op. cit.*, p. 142.

25. Marqués del Saltillo, « Cartas del conde de Ofalia [...] », *op. cit.*, p. 98, lettre du 19 mai 1838.

26. Laetitia Blanchard Rubio, « Thiers et l'Espagne. Les relations franco-espagnoles pendant la première guerre carliste » dans Jean-René Aymes, Mariano Esteban de Vega (dir.), *Francia en España, España en Francia. La historia en la relación cultural hispano-francesa (siglos XIX-XX)*, Salamanque, 2003, p. 47.

27. Le duc Decazes connaissait bien l'Espagne où il fut à de nombreuses reprises représentant officieux du gouvernement français.

28. Lettre du 20 avril 1834, p. 6.

29. « Il n'y a pas de doutes, Monsieur, que ces gens ont une très mauvaise idée des choses d'Espagne » écrit Frías le 20 avril 1834 (p. 12). Sur la légende noire : Ricardo García Carcel, *La leyenda negra. Historia y opinión*, Madrid, 1998.

montrer que les capitaines-généraux Llauder et Quesada, qui ont joué un rôle déterminant à partir de 1832 dans l'opposition au carlisme, ne sont pas de dangereux révolutionnaires. Il se plaint plus globalement du fait que les autorités françaises ne puissent admettre qu'il existe un courant d'opinion recherchant une sortie modérée et conservatrice de l'Ancien Régime. « Quand j'en parle — ajoute Frías — on m'écoute comme si j'étais un impie »[30]. Les Français ne sont d'ailleurs pas les seuls prisonniers de ces stéréotypes. Pozzo Di Borgo aurait transmis une lettre aux ambassadeurs de Prusse et d'Autriche à Paris dans laquelle il décrit une Espagne où tout ne serait que « misère, désordre, anarchie et républicains », « tout ce qui se passe en Espagne est une horreur, une infamie »[31]. Trois ans plus tard, dans un autre contexte, Ofalia commente sur un ton désabusé les discussions qui eurent lieu à la Chambre des députés à la mi-janvier 1838 à propos d'une éventuelle aide financière à l'Espagne : « ces messieurs se trompent et ne connaissent pas l'Espagne : un effort modéré de leur part nous tirerait pourtant d'un mauvais pas »[32].

Quelle part ont eu ces images dans l'action diplomatique ou dans les décisions politiques espagnoles ?

30. Lettre du 20 avril 1834, p. 9-12.

31. Lettre du duc de Frías du 29 avril 1834.

32. Marqués DEL SALTILLO, « Cartas del conde de Ofalia [...] », *op. cit.*, p. 71, lettre du 19 janvier 1838.

33. Emilio LA PARRA, « Godoy en el París de Luis Felipe. La atracción de una imagen de prosperidad » dans Jean-René AYMES et Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN (dir.), *L'Image de la France en Espagne (1808-1850)*, Bilbao, 1997, p. 79-86.

Images de l'Autre et action politique

La France est indiscutablement un modèle économico-administratif pour les diplomates et les hommes politiques espagnols. Le fonctionnement de l'État français apparaît comme le garant de la prospérité pour l'ensemble du pays et la ville de Paris, assimilée à la France, est le symbole de cette prospérité[33]. Pour les Espagnols, la grande vertu de ce modèle fondé sur la rationalisation de la gestion de l'État, sur l'uniformisation territoriale et juridique, consiste à pouvoir s'adapter à n'importe quel régime politique. De ce fait, s'inspirer du système juridico-administratif français ne signifie en aucune manière s'inspirer des systèmes politiques français qui, quels qu'ils soient (la République ou l'Empire bien sûr, mais aussi la Restauration ou la monarchie de Juillet), sont globalement rejetés ou perçus avec méfiance. C'est ainsi qu'Ofalia,

à la lueur de son expérience de la France, propose en 1830 à Ferdinand VII un projet de réforme que l'on pourrait qualifier d'absolutiste modéré. Il s'inscrit en cela dans le groupe encore puissant des réformateurs de l'absolutisme, très influent auprès du roi de 1825 à 1830[34]. Avec la fin de l'Ancien Régime en 1834, ces anciens modérés de l'absolutisme rejoignent les libéraux conservateurs pour former la nébuleuse des libéraux modérés qui se constitue progressivement avant 1840.

En revanche, nos diplomates divergent en fonction de leurs options politiques quand il s'agit de tirer les enseignements des conséquences sociales du modèle français. Le conservateur Ofalia relève en 1830 l'inexistence d'une « aristocratie ancienne, puissante et nombreuse ». Le Code civil et « l'absence de loi sur les majorats » ont pour effet de réduire à moyen terme « la fortune des plus riches parmi les pairs à sa plus simple expression ». Or, la présence d'une aristocratie puissante est pour Ofalia le garant de la stabilité politique comme le prouve l'exemple anglais. En France, « les électeurs qui ont le droit de vote grâce à la patente qu'ils payent sont négociants, artisans ou fabricants et penchent en faveur des candidats qui professent des idées libérales [...], veulent réduire et contrebalancer l'influence des propriétaires terriens et de la noblesse »[35]. Telle n'est pas l'analyse du duc de Frías pour qui la France est prospère et puissante parce que « les intérêts sont diffusés dans toutes les classes de l'État ». « Chaque champ cultivé, chaque fabrique, chaque atelier, chaque boutique est une citadelle de l'ordre défendue par une Garde nationale de propriétaires. Tel est le grand appui dont dispose le gouvernement et le grand ressort de la prospérité publique. C'est le sentiment que chacun peut avoir une place individuelle qui conserve la France »[36]. L'instabilité politique ne serait pas liée à la structure sociale mais à la centralisation qui fait de la seule ville de Paris le lieu unique des changements de régime. Paris, une ville où « des hommes de talent » peuvent toujours déclencher une action révolutionnaire s'ils obtiennent l'appui d'un bataillon de la Garde nationale soutenu par « des étudiants et des polytechniciens dans toute la force de leur jeunesse, et par des artisans désœuvrés et vicieux »[37].

La correspondance diplomatique insiste ensuite sur la méfiance fondamentale qui doit prévaloir dans toute négociation avec

34. Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, 2003, p. 198-218.

35. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 5-6.

36. Lettre du 7 décembre 1834, p. 11-12.

37. Lettre du 17 avril 1834, p. 6-7.

la France, quel que soit le gouvernement. « La France n'offre pas d'autres garanties que celles qu'assurent, sous n'importe quelle forme de gouvernement, la prospérité et le pouvoir d'une nation »[38] écrit le duc de Frías. Cette attitude est liée au rejet des expériences politiques françaises, d'un tempérament français et à la peur d'une satellisation. La croyance en une instabilité politique permanente de la France peut d'ailleurs susciter des hypothèses ou des perspectives hasardeuses dans les rapports des diplomates. En 1830, Ofalia évoquait la possibilité de faire prévaloir les droits de Ferdinand VII à la couronne de France en cas de décès du duc de Bordeaux[39]. Le duc de Frías décrit la France du début de l'année 1834 comme un pays au bord de la guerre civile[40], menacé par des révolutionnaires dont la majorité des Français ne veut pourtant pas, et par les partisans d'Henri V qu'il voit bien l'emporter si ces derniers s'emparent du pouvoir à Paris[41].

La méfiance à l'égard de la France a trois conséquences dans l'action diplomatique, quels que soient les gouvernements espagnols et quelles que soient *a priori* les affinités politiques qui pourraient exister occasionnellement de part et d'autre des Pyrénées. La première consiste à limiter au maximum les interventions dans la politique intérieure française, « éviter, autant que faire se peut, écrivait Ofalia en 1830, les considérations politiques d'ordre supérieur ». Ainsi, conseillait-il en janvier 1830 la méfiance dans le soutien que pouvait apporter le « parti royaliste » français qui, « par un excès de zèle ou par erreur sur les personnes ou les choses d'Espagne, embarrasserait ou compromettrait davantage qu'il n'aiderait, comme il avait déjà tenté de le faire avec peu de prudence à plusieurs reprises »[42]. La deuxième conséquence est de rechercher l'appui d'autres puissances étrangères, même quand la France est une alliée. Tel est le conseil d'Ofalia dès janvier 1830, recommandant même de se rapprocher de l'Angleterre[43]. Telle est la démarche du duc de Frías pour présenter le Statut royal sous l'angle le plus conservateur aux ambassadeurs de Prusse et surtout de Russie et les convaincre de reconnaître les droits d'Isabelle II à la succession[44]. Telle est enfin l'opinion d'Ofalia en 1838[45] ainsi que le sens du mémorandum de Marliani de janvier 1839. La troisième conséquence consiste à limiter le plus possible les interventions étrangères,

38. *Ibid.*, p. 1.

39. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 24.

40. « Le trône de Louis-Philippe n'est pas sûr », lettre du 17 avril 1834, p. 3. « L'avenir du système d'incertitude qui existe dans ce pays n'offre pas les meilleures garanties d'ordre », lettre du 13 mars 1835, p. 12.

41. Lettre du 17 avril 1834, p. 8-9.

42. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 24.

43. *Ibid.*, p. 20.

44. Lettre du 29 avril 1834.

45. « Je suis persuadé que la cour d'Autriche est celle qui peut influer plus que toute autre dans la fin de la question espagnole ». Marqués DEL SALTILLO, « Cartas del conde de Ofalia [...] », *op. cit.*, p. 92, lettre du 3 mai 1838.

« comptons sur nos propres forces » écrit le duc de Frías[46]. Quand cela s'avère impossible, c'est la faiblesse de l'État qui sert de justificatif et la priorité est donnée à la demande de fonds pour payer les troupes (c'est un objet permanent de lamentations chez Ofalia en 1838), l'intervention militaire directe étant perçue comme le dernier recours.

La diplomatie espagnole doit enfin lutter perpétuellement contre les images négatives qui sont associées en France à l'Espagne. Cela passe, comme je l'ai déjà relevé, par l'action directe de l'ambassadeur auprès du roi ou du gouvernement. Cela passe aussi par l'utilisation de personnages secondaires influents, en particulier les hispanophiles dans le monde politique, comme le duc Decazes, parmi les intimes du pouvoir, tel le duc de Blacas auprès de Charles X[47], ou parmi les élites culturelles comme Louis Viardot. Ces hommes remplissent des missions officieuses, transportent parfois le courrier diplomatique entre la France et l'Espagne, peuvent influer dans les salons qui sont aussi des lieux d'élaboration de la politique, ou écrire dans la presse en faveur de l'Espagne[48]. L'ambassade s'avère d'ailleurs très soucieuse des propos tenus dans la presse française. Dès les années 1820, elle emploie des *plumes* pour répondre aux attaques qui touchent l'Espagne et pour présenter une image positive du pays et de son gouvernement. Sebastián de Miñano percevait à cet effet 300 francs par mois en 1825 et 1826[49]. Cette action sur l'opinion publique est même le principal souci de la correspondance diplomatique quand il s'agit de négocier un emprunt à la Bourse de Paris. Il convenait alors d'activer les réseaux d'influence, d'amitié, d'intérêts, réseaux encore très mal connus, et d'user éventuellement de la corruption. Javier de Burgos a ainsi écrit plusieurs articles dans la presse française, en particulier pour prouver dans *Le Censeur judiciaire et financier* (n° 16, 1835) la régularité discutée des emprunts espagnols de la fin des années 1820 (emprunts Guebbard et Aguado) au moment de contracter un nouvel emprunt[50]. Burgos a probablement bénéficié pour cette publication de l'appui du banquier Aguado qui était influent auprès de certains journaux par l'intermédiaire de journalistes achetés ou par la possession de parts du capital de certains titres. La méthode pouvait d'ailleurs se retourner contre l'ambassade : l'éditeur d'un journal parisien non précisé aurait demandé en septembre

46. Lettre du 17 avril 1834, p. 11.

47. Ofalia fait explicitement référence à l'intérêt des conversations tenues avec ce proche du roi de France. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 25.

48. Lettre du 21 septembre 1834 pour le cas de Viardot.

49. Archivo Histórico Nacional, Estado, liasse 5350.

50. Lettre du 23 avril 1835.

1834 à l'ambassadeur d'Espagne un arrangement sur les 400 000 francs de rentes espagnoles qu'il possédait contre son silence et la publication d'articles favorables, menaçant en cas de refus de devenir « un ennemi terrible du gouvernement espagnol »[51].

L'action diplomatique entre expériences et images de l'Autre

Au total, les images de la France sont multiples et contrastées et l'on retrouve dans la correspondance diplomatique les mêmes lignes de force que celles qui ont été observées dans les écrits littéraires ou dans les essais : « La France, au XIX^e^ siècle, s'érige en référent privilégié chaque fois qu'elle est associée à un processus pacifique, et non bouleversant, de modernisation, alors qu'elle est un contre-modèle quand elle évoque le déclenchement ou le déchaînement d'un processus de rupture révolutionnaire ou d'absurde retour en arrière »[52].

Toutefois, il convient de limiter la portée du rôle des images de la France dans la diplomatie espagnole. Conscients de leurs faiblesses, les Espagnols craignent avant tout en la France une grande puissance à leurs frontières plutôt qu'un caractère français en général. La méfiance se retrouve aussi de ce fait à l'égard de l'Angleterre : « la France et l'Angleterre sont amies de l'Espagne, mais nous devons être certains qu'aucune d'entre elles ne veut notre bien de manière désintéressée, tant que la nation espagnole n'aura pas retrouvé une force sur son territoire, elle aura la France pour ennemi, tant qu'elle ne l'aura pas retrouvée dans ses ports, elle aura pour ennemi l'Angleterre »[53]. Ainsi, l'Espagne, puissance dépendante et de second ordre, joue des rivalités entre ses deux puissants alliés pendant la guerre carliste, pour en tirer un profit maximal et pour conserver une relative indépendance. Cela se traduit par une politique d'équilibre entre les deux Grands[54]. Ofalia s'en ouvre avec franchise à Espeja après s'être plaint du zèle des « deux puissances alliées » à Madrid : « ici, il n'y a pas et il ne doit pas y avoir la moindre préférence, nous remercions celui qui fait et nous ne nous plaignons pas de celui qui fait

51. Lettre du 6 septembre 1834.

52. Jean-René Aymes, Javier Fernández Sebastián, « Épilogue » dans J.-R. Aymes et J. Fernández Sebastián (dir.), *L'Image de la France [...], op. cit.*, p. 337.

53. Lettre du 6 décembre 1834, p. 14.

54. Juan Bautista Vilar, « España en la Europa de los nacionalismos : entre pequeña nación y potencia media (1834-1874) » dans J. C. Pereira (dir.), *La política exterior de España [...], op. cit.*, p. 406-407.

moins. Nous aimerions que les rivalités sur celui qui fait le plus soient celles qui divisent les deux puissances »[55].

Par ailleurs, croire en l'instabilité politique de la France et se méfier de ses tentations expansionnistes n'est pas propre à l'Espagne et est plutôt le lot commun de toutes les grandes capitales européennes après la tourmente révolutionnaire et l'Empire. L'Espagne était simplement le pays qui, par sa situation géographique, ses antécédents historiques et son état de faiblesse et d'instabilité aux lendemains de la Guerre d'Indépendance, était le plus exposé aux éventuels appétits français. Les images de la France qui apparaissent dans la correspondance diplomatique sont pour certaines récentes (la prospérité) et sont toutes le fruit d'une expérience de dépendance depuis la Révolution française. Les souvenirs de la Guerre d'Indépendance affleurent bien sûr et entretiennent la suspicion, mais ils semblent beaucoup moins opérants que l'on pouvait le supposer. En effet, le contexte particulier des années 1830, l'expérience de la vie en France, la recherche d'une voie politique non révolutionnaire de sortie de l'Ancien Régime sont autant de facteurs qui peuvent appeler les élites espagnoles à dépasser une francophobie largement répandue. Ce qui est le plus mal vécu semble bien être la dépendance, dépendance à l'égard de la France, mais aussi de l'Angleterre. Le décrochage brutal dans la hiérarchie des puissances européennes que l'Espagne a connu au tournant du XVIII^{e} et du XIX^{e} siècle, accentué par la perte de l'Empire américain, est mal assumé et semble perçu comme un provisoire qui dure — « tant que nous serons faibles » chez Ofalia, « tant que la nation espagnole n'acquiert pas des forces » chez Frías. Il faut « se retrouver en situation d'être un des membres les plus utiles de l'association européenne »[56]. C'est cette perspective que les diplomates utilisent pour justifier leur discrétion dans les affaires françaises et européennes et pour demander de l'aide en désespoir de cause. À cet égard, la victoire remportée pendant la Guerre d'Indépendance contre les troupes françaises a probablement joué un rôle en trompe-l'œil, retardant la lucidité face aux raisons qui expliquent la nouvelle hiérarchie des puissances européennes[57].

La relégation de l'Espagne est encore plus mal vécue quand elle s'accompagne de l'arrogance française. Le phénomène apparaît même

55. Marqués del Saltillo, « Cartas del conde de Ofalia [...] », *op. cit.*, p. 106, lettre du 21 juillet 1838.

56. Mémoire du comte d'Ofalia, p. 23.

57. José Alvarez Junco, *Mater dolorosa, la idea de España en el siglo XIX*, Madrid, 2001.

pour des affaires mineures qui n'en demeurent pas moins symboliques. L'affaire des décorations qui survient en 1838 en est l'illustration. Dans une lettre datée du 30 juin, Ofalia informe l'ambassadeur à Paris, le marquis d'Espeja, qu'il a bien reçu le dossier de demande de concession de l'ordre de la Toison d'or en faveur du duc de Valençay, une place ayant été déclarée vacante après la mort de Talleyrand[58]. Dans la phrase qui suit l'évocation de cette affaire, Ofalia demande l'octroi de la Légion d'honneur en faveur de José Moscoso y Quiroga, qui était alors président du Sénat. Quelques jours plus tard, le 5 juillet, Ofalia écrit à Espeja que le dossier destiné à l'obtention de l'ordre de la Toison d'Or trouvera vite une issue positive et ajoute : « à propos des croix de la Légion d'honneur, tâtez d'abord le terrain auprès de M. Molé ». Le 28 juillet, Ofalia s'inquiète : « il me semble que vous n'avez pas demandé la Grande Croix pour Moscoso, une décoration d'un grade inférieur dans la Légion d'honneur suffirait. Je vous écrirai à ce sujet, mais je ne sais pas pourquoi on retient là-bas les choses alors qu'on les donne ici à la pelle aux Français ». La lettre du 4 août suggère que les autorités françaises ont demandé que la Régente en personne fasse la demande de concession de la grand-croix de la Légion d'honneur en faveur de Moscoso. « Je ne consentirai jamais à ce que sa Majesté écrive à propos d'une semblable bagatelle » [...] « Je parlerai avec lui [Moscoso] et avec la reine pour voir s'il se contente d'une décoration inférieure dans la Légion d'honneur, on trouvera sinon le moyen ici de le décorer d'une autre manière ». La suite de la correspondance n'évoque plus cette question et Moscoso finit par obtenir la Légion d'honneur[59] néanmoins, l'épisode illustre parfaitement la complexité des relations franco-espagnoles. L'admiration d'abord, symbolisée par la quête de la Légion d'honneur, admiration que l'on retrouve quand Miraflores rapporte dans ses mémoires avec fierté et une fausse modestie manifeste comment il passa en 1839 de la croix de grand officier à la grand-croix[60]. Arrogance française ensuite à ne pas considérer les décorations des deux pays sur un pied d'égalité. Même si la décoration finit par être accordée, l'attente pour obtenir un tel résultat symbolise la dépendance espagnole et entretient la frustration et l'humiliation.

Méfiance, amertume et une forme de paranoïa, qui découlent des expériences diplomatiques espagnoles, sont largement entretenues

58. Pour toute cette affaire, *ibid.*, p. 102-109.

59. Base Léonore (dossiers de Légion d'honneur, XIX^e^ et XX^e^ siècles), dans http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr.

60. Marqués DE MIRAFLORES, *Memorias*, p. 292-293.

par les images et les stéréotypes que les Français ont de l'Espagne. Ceux-ci semblent avoir un rôle beaucoup plus important dans l'action de la diplomatie française. Les initiatives d'un Napoléon nourri par les clichés de la légende noire sur l'Espagne constituent les exemples les plus fameux, aux conséquences les plus dramatiques. L'échec de la diplomatie française pour établir en 1823 un régime de monarchie autoritaire dotée d'une Charte a accentué le sentiment d'anormalité d'un peuple espagnol perçu comme ingouvernable et justifie en grande partie la non-intervention de la monarchie de Juillet. L'ambassadeur de France, le comte de Latour Maubourg, écrivait en 1836 au comte de Molé : « L'Espagne est travaillée d'une maladie générale dont l'armée n'est pas plus exempte que les autres parties du corps politique... Les soldats font la guerre parce que la guerre leur plaît, parce que cette vie aventureuse qui met à leur discrétion les ressources du pays leur semble préférable à la vie laborieuse qu'ils doivent régulièrement mener »[61]. C'est contre la force de ces clichés, contre l'attitude méprisante ou désinvolte qu'elle a pu susciter en France (mais aussi en Angleterre) que les diplomates espagnols, comme nous l'avons vu, doivent œuvrer. Leur méfiance épidermique à l'égard de la France est largement liée au refus de l'image de leur pays qui leur est renvoyée, d'une Espagne obscurantiste, instable, incapable d'accepter la rationalité du progrès. Dans ces années 1830, les élites politiques espagnoles ne semblent pas encore avoir retourné ces stéréotypes pour les utiliser dans la définition d'une identité espagnole qui serait marquée par l'altérité, le sentiment d'être un peuple à part en Europe. L'évolution ne se dessine vraiment que quelques années plus tard, avec la victoire d'un modèle libéral modéré qui construit une histoire et une identité nationale fondées sur les profonds particularismes espagnols. Quelque temps auparavant, dans les années 1830, les diplomates espagnols revendiquaient au fond pour leur pays ce qu'on ne leur concédait alors plus tout à fait : une normalité européenne.

61. L. Blanchard Rubio, « Thiers et l'Espagne [...] », *op. cit.*, p. 40-41.